

Objectifs du Conseil des premiers ministres des Maritimes

- promouvoir un but commun pour les trois gouvernements
- assurer une coordination maximale des activités des gouvernements des trois provinces et de leurs organismes
- établir un encadrement à des interventions et à des initiatives communes

Aperçu du Conseil des premiers ministres des Maritimes

Le Conseil des premiers ministres des Maritimes a été créé en mai 1971 afin d'établir un cadre légal en matière de coopération, et ce, avec l'objectif d'assurer une coordination maximale des activités des gouvernements des trois provinces et de leurs organismes. La Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a été établie en 1989 et elle se réunit concurremment avec les séances régulières du Conseil des premiers ministres des Maritimes.

Les travaux du Conseil, dans son rôle de catalyseur de la coopération intergouvernementale, sont entrepris par un secrétariat qui

- demeure au service des premiers ministres pour atteindre les buts de la *Loi sur le Conseil des premiers ministres des Maritimes* et de la *Loi sur la coopération économique des Maritimes*
- coordonne les activités du Conseil et soutient les initiatives des premiers ministres
- offre un service central aux ministres et aux fonctionnaires provinciaux relativement à la mise en oeuvre et à la coordination de certains programmes et projets régionaux
- contribue à la perpétuité de la coopération intergouvernementale aux Maritimes et à la poursuite de la coopération régionale
- assume le rôle d'administration centrale pour les organismes et les employés régionaux

Comités et organismes du Conseil

Comités relevant de la Loi sur la coopération économique des Maritimes

Fondation d'éducation des provinces atlantiques (FEPA)

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (CESPM)

Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes (CFDMM)

Comité de coordination des marchés publics de l'Atlantique

Commission des courses attelées des provinces maritimes

Commission géomatique des Maritimes

Vous trouverez dans le présent document un sommaire des faits saillants et des projets continus de chaque comité et organisme du Conseil au cours de l'exercice 1996-1997.

Le genre masculin est utilisé dans le présent document comme genre neutre.

CÉLÉBRONS

COOPÉRATION

RICHARD HATFIELD

Octobre 1970 - octobre 1987

FRANK MCKENNA

Octobre 1987 - jusqu'à aujourd'hui

GERALD REGAN

Octobre 1970 - octobre 1978

JOHN BUCHANAN

Octobre 1978 - septembre 1990

ROGER BACON (PAR INTÉRIM)

Septembre 1990 - février 1991

DONALD CAMERON

Février 1991 - juin 1993

JOHN SAVAGE

Juin 1993 - juillet 1997

ALEXANDER CAMPBELL

Juillet 1966 - septembre 1978

BENNETT CAMPBELL

Septembre 1978 - mai 1979

ANGUS MACLEAN

Mai 1979 - novembre 1981

JAMES LEE

Novembre 1981 - mai 1986

JOSEPH GHIZ

Mai 1986 - janvier 1993

CATHERINE CALLBECK

Janvier 1993 - octobre 1996

KEITH MILLIGAN (PAR INTÉRIM)

Octobre 1996 - novembre 1996

PATRICK BINNS

Novembre 1996 - jusqu'à aujourd'hui

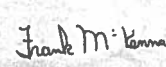
Lettre des premiers ministres

L'année 1996-1997 marque un jalon important dans la coopération entre les provinces maritimes - il y a vingt-cinq ans, le Conseil des premiers ministres des maritimes était créé pour avancer les intérêts communs des trois provinces. Nous tenons à souligner l'engagement de nos prédécesseurs à l'égard de la coopération régionale. Sans leur soutien et leur leadership, les nombreuses réussites du passé n'auraient jamais été réalité.

Il suffit d'un coup d'oeil pour discerner le passé, si seulement les années devant nous étaient aussi prévisibles. Nous ne pouvons pas prédire l'avenir de la région dans vingt-cinq ans. Toutefois, tant que nous nous inspirerons des pratiques exemplaires appliquées dans les provinces et que nous poursuivrons la coopération dans les secteurs où elle est à l'avantage de tous, nous croyons sincèrement que les Maritimes continueront de prospérer. Puisque nos provinces ont tellement en commun, nous ne pouvons que continuer à nous entraider et à collaborer en vue d'atteindre des objectifs communs.



John Savage
Premier ministre
de la Nouvelle-Écosse



Frank McKenna
Premier ministre
du Nouveau-Brunswick



Pat Binns
Premier ministre de
l'Île-du-Prince-Édouard



Conseil des premiers ministres des Maritimes RAPPORT ANNUEL 1996-1997



Coopération économique dans les Maritimes

En 1996-1997, les trois gouvernements des Maritimes ont poursuivi leur engagement à l'égard d'une plus grande coopération économique. Le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a continué de prendre part à différentes initiatives.

Agriculture

- poursuite des activités relatives à l'harmonisation des normes d'inspection des aliments et des méthodes d'inspection dans le cadre d'un projet national

Expansion des entreprises et climat des affaires

- conclusion d'une entente afin de créer le *Fonds d'investissement de l'Atlantique* dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) et sept grandes banques
- première année de mise en oeuvre du réseau Canada atlantique en direct
- entente portant sur les possibilités de refondre la législation, les politiques et les modalités en ce qui a trait à la réglementation générale de l'assurance

Éducation

- approbation par les premiers ministres du document *Delivery of Education in the Atlantic Provinces Via Distance - An Opportunity for Cooperation and Resource Sharing*
- entente visant à créer un baccalauréat de formation générale

Santé

- maintien des efforts de collaboration pour dresser un recueil commun de médicaments pour les programmes de médicaments sur ordonnance à l'intention des personnes âgées et pour établir une seule évaluation des médicaments sur ordonnance
- établissement des attributions provisoires pour assurer la poursuite du dialogue sur les questions de santé concernant les Premières Nations entre Santé Canada, les ministères provinciaux de la Santé et les Premières Nations
- lancement d'un projet-pilote sur la formation en soins médicaux d'urgence à l'intention des médecins
- présentation d'un rapport aux premiers ministres déterminant les services médicaux et les services supplémentaires où la coopération interprovinciale pourrait signifier des économies pour les provinces

Justice

- élaboration d'un plan d'encadrement et d'une entente « provisoire » relativement à l'établissement d'un conseil de la magistrature régional

Tourisme

- publication du rapport de 1996 *L'industrie touristique de la région atlantique*
- préparation de l'ébauche de l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique

Travail

- conclusion d'une entente sur le partage des services spécialisés
- rédaction d'un protocole d'entente visant à reconnaître les exigences de certification en matière d'hygiène et de sécurité au travail entre les provinces
- diffusion de *Atlantic Provinces Consultants List*
- poursuite des travaux reliés à l'harmonisation des programmes d'apprentissage

Fondation d'éducation des provinces atlantiques

En 1996-1997, la Fondation d'éducation des provinces atlantiques a continué de jouer un rôle prépondérant dans l'éducation publique en établissant un encadrement pour les projets communs des quatre ministères de l'Éducation. Parmi les faits saillants de l'exercice, mentionnons les suivants

- publication du premier rapport *Indicateurs en éducation pour le Canada atlantique*, la première analyse comparative du genre au Canada de statistiques sur l'éducation dans chaque province
- mise en oeuvre du document *Foundation for the Atlantic Canada Mathematics Curriculum*
- début de l'élaboration de manuels de mathématiques personnalisés pour le programme d'études régional à l'intention des élèves de la dixième à la douzième année du secteur anglophone
- attribution d'un contrat aux Éditions de la Chenelière pour l'adaptation d'*Impacts mathématiques* pour le programme d'études en mathématiques à l'intention des élèves de la neuvième à la douzième année du secteur francophone
- réalisation de progrès marqués dans l'élaboration d'un programme d'études commun en anglais langue maternelle, en mathématiques et en sciences à l'intention des élèves de la première à la douzième année du secteur anglophone
- diffusion des évaluations régionales en physique et en chimie de la douzième année aux provinces qui choisissent de les mettre en oeuvre et poursuite des activités d'élaboration relativement aux évaluations en biologie de la douzième année et en mathématiques de la sixième année du secteur anglophone
- élaboration d'un document-cadre et d'un programme d'études en sciences humaines, de même que d'un nouveau manuel *Atlantic Canada in the Global Community* (publication à l'automne 1997)
- publication des ressources pédagogiques en entrepreneuriat au niveau élémentaire, *Pathways to Enterprise et Coup de main*
- parrainage et coordination de la troisième conférence sur l'éducation à l'entrepreneuriat à Moncton, au Nouveau-Brunswick, attirant plus de soixante éducateurs
- tenue d'ateliers en leadership à l'intention des directions d'écoles des secteurs anglophone et francophone
- poursuite des achats communs d'autobus scolaires, réalisant des économies considérables pour la région

Commission des courses attelées des provinces maritimes

Voici un sommaire des principales activités de la Commission des courses attelées des provinces maritimes en 1996-1997

- lancement du réseau de paris à distance des Maritimes, associé aux principaux hippodromes de la région, ce qui a mené à l'établissement de salles de paris hors-piste à dix endroits dans les Maritimes
- élaboration d'un profil sectoriel et de recommandations sur l'aide nécessaire pour soutenir le secteur
- affectation, formation et évaluation des agents de cours attelées; accréditation de tous les intervenants du secteur et nivellement des amendes et des suspensions, le cas échéant

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes

En 1996-1997, la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes a continué de jouer un rôle important dans la coordination des politiques, des statistiques et des programmes offerts dans les universités des Maritimes. Voici les faits saillants de l'exercice

- publication de *Défis d'ordre financier : les solutions 1996-1997*
- examen de 71 propositions de programmes
- réalisation, à titre de projet pilote, d'un sondage des diplômés de 1995 des universités dans les Maritimes et publication d'un rapport sommaire des résultats
- publication de *Politiques et procédures pour l'évaluation des programmes dans les universités des Maritimes*; tenue d'une conférence sur l'évaluation des programmes universitaires par rapport à l'assurance et à l'amélioration; et publication du document de discussion *Options en matière d'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur des Maritimes*
- adoption et implantation des lignes directrices concernant les « Programmes d'enseignement articulés entre établissements Lignes directrices pour les propositions de programme »
- accord pour procéder à l'étude des obstacles à l'accessibilité de l'éducation postsecondaire dans les Maritimes
- publication du *Rapport au Sous-comité sénatorial de l'enseignement postsecondaire* et présentation du rapport au Sous-comité sénatorial
- lancement du projet Cadre informationnel et distribution du rapport initial aux intervenants
- conception, construction et hôte du site Web de la CESP
- transformation de l'étude sur la détermination des coûts des universités en un projet régional et mise en oeuvre de la phase deux de l'étude
- entente avec Statistique Canada, pour procéder à titre de projet pilote, à l'amélioration du Système d'information sur les dossiers des étudiants (SIDE), qui remplacera le Système actuel de rapport sur les effectifs étudiants

Comité de coordination des marchés publics de l'Atlantique

Le Comité de coordination des marchés publics de l'Atlantique assure l'observation de l'Entente sur les marchés publics de l'Atlantique, règle les différends, contribue à mieux sensibiliser le milieu des fournisseurs à l'égard de l'entente et de la Régie d'approvisionnement des Maritimes, et s'occupe d'activités qui favorisent le développement économique de la région. L'Entente sur les marchés publics de l'Atlantique vise à réduire et à éliminer le traitement discriminatoire fondé sur l'emplacement géographique et à assurer un accès égal aux possibilités de marchés d'une valeur supérieure aux seuils établis. Le Comité de coordination des marchés publics de l'Atlantique s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 1996-1997. Voici un sommaire des principales activités de l'exercice

- promotion continue de l'Entente sur les marchés publics de l'Atlantique
- appui pour ce qui est d'étendre l'application de l'entente aux administrations municipales

- examen des tableaux d'affichage électroniques qui publient les appels d'offres au pays
- étude en vue de déterminer d'autres possibilités d'achats communs de biens et de services

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes (CFDMM)

La CFDMM a participé de près à chaque initiative importante de perfectionnement des gestionnaires municipaux des provinces maritimes depuis 1975. Catalyseur de changements positifs, le comité agit comme promoteur, animateur et coordonnateur des programmes d'éducation et de formation dans le domaine municipal, en plus d'être une source d'information pour la prise de décisions au niveau des administrations municipales.

Des approches novatrices en vue de satisfaire aux besoins de la prise de décisions au niveau municipal, d'éviter le dédoublement des efforts et d'encourager le partage des ressources limitées par des partenariats valables pour réaliser les buts communs sont des pratiques du CFDMM qui continuent d'orienter le travail de l'organisme. Voici les faits saillants de l'exercice 1996-1997

- réorganisation de la structure et des activités du CFDMM
- mise au point du mécanisme pour offrir un vaste éventail de services spécialisés aux administrations municipales par le truchement du site Web
- nouvelle conception du site www.munisource.org; faisant de munisource un site Web à l'avant-garde dans le monde pour l'affichage d'information sur les administrations municipales, et déplacement du site sur le serveur du gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Commission géomatique des Maritimes

En 1996-1997, la Commission géomatique des Maritimes s'est réunie afin de discuter des questions reliées à la cartographie, à l'établissement de levés, à l'information géographique, à l'évaluation foncière et à la géomatique. Le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a participé à certaines discussions. Voici les faits saillants de l'exercice

- examen et révision des modalités se rapportant à la contribution du Conseil des premiers ministres des Maritimes au comité consultatif de l'information sur les zones côtières de l'Atlantique
- appui financier à la conférence annuelle Geomatics Atlantic
- réunion des évaluateurs des trois provinces pour comparer les stratégies et déterminer les secteurs de coopération
- poursuite des travaux visant à établir un encadrement pour l'établissement de levés de haute précision dans les Maritimes
- poursuite du partage des coûts interprovinciaux pour la location d'équipement GPS
- poursuite des travaux communs en vue de concevoir des outils pour les utilisateurs
- poursuite de l'archivage et de la reproduction des photographies aériennes pour les trois provinces au Geomatics Centre à Amherst, en Nouvelle-Écosse

Répertoire du Conseil

Secrétariat du Conseil

Conseil des premiers ministres des Maritimes
C.P. 2044

Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2Z1

Keith Womell, secrétaire

Tél. : (902)424-7590

premiers@fox.nstn.ns.ca

Fondation d'éducation des provinces atlantiques

C.P. 2044

Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2Z1

Barbara Murray, secrétaire

Tél. : (902)424-5352

bmurray@cmp.ca

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes

6100, avenue University

Halifax (Nouvelle-Écosse) B3H 3J5

Donald Smeltzer, directeur exécutif

Tél. : (902)494-3712

ads23@is.dal.ca

Commission des courses attelées des provinces maritimes

263, promenade Harbour, bureau 7

Édifice Harbour Quay

Summerside (Île-du-Prince-Édouard) C1N 5P1

Ted Andrews, directeur des courses

Tél. : (902)888-3489

Commission de l'enseignement supérieur

des provinces maritimes

C.P. 6000

Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1

Barbara Murray, directrice en chef des opérations par intérim

Tél. : (506)453-2844

mphec@mphec.ca

Comité de coordination des marchés publics de l'Atlantique

Island Tel

C.P. 820

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7M1

Fred Morash, président-directeur général

Tél. : (902)566-0131

itexec@pei.sympatico.ca

Sites Web du Conseil et des organismes

Conseil des premiers ministres des Maritimes -

www.cmp.ca

Commission de l'enseignement supérieur des provinces

maritimes - www.mphec.ca

Fondation d'éducation des provinces atlantiques -

www.apef-fepa.org

Comité de formation et de développement municipaux des

Maritimes - www.munisource.org

Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et

des premiers ministres de l'Est du Canada -

www.tiac.net/users/negc/

Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada

Chaque année, les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec, de même que les gouverneurs du Connecticut, du Maine, du Massachusetts, du New Hampshire, du Rhode Island et du Vermont se rassemblent pour échanger des idées et promouvoir des intérêts communs. La conférence prévue en juin 1996 à l'Île-du-Prince-Édouard a été annulée; la prochaine se déroulera en juin 1997 à Newport, au Rhode Island. Les gouverneurs et les premiers ministres se rencontreront ensuite en juin 1998 dans l'Est du Canada, soit à Fredericton, au Nouveau-Brunswick.

Une réunion au niveau ministériel du Comité de l'environnement de la Conférence s'est tenue en septembre 1996 à Québec. Les représentants des provinces et des États au Comité ont convenu de prendre des mesures communes dans certains secteurs, notamment dans le cas des pluies acides et des dépôts de mercure. Une résolution visant à protéger la baleine noire a été adoptée lors de la réunion. Les ministres et les commissaires se rencontreront en avril 1997 pour dresser un bilan.

Le Comité international du Nord-Est sur l'énergie (CINÉ) a suivi de près les changements dans le marché de l'énergie électrique, notamment à la suite de la déréglementation des marchés de la Nouvelle-Angleterre et de l'Île de Sable, et l'avancement d'autres projets d'exploitation du pétrole et du gaz dans l'Est du Canada.

Principaux résultats financiers

Formé des ministres provinciaux, le Conseil du Trésor régional voit à la gestion des fonds et des employés régionaux du Conseil. Les budgets des organismes sont examinés par le Conseil du Trésor régional et approuvés par le Conseil des premiers ministres des Maritimes. Les fonds publics destinés aux organismes régionaux sont recommandés à l'assemblée législative dans le cadre des budgets provinciaux. Un vérificateur externe fait rapport au Conseil de l'utilisation des fonds.

Recettes	1997		1996		1995	
	Prévu	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel
Province du Nouveau-Brunswick	\$ 1 090 708	1 070 574	1 118 961	1 243 232		
Province de la Nouvelle-Écosse	1 434 785	1 409 777	1 425 421	1 585 708		
Province de l'Île-du-Prince-Édouard	245 217	241 609	245 118	268 179		
Autres	540 213	985 326	807 943	500 598		
	<u>3 310 923</u>	<u>3 707 286</u>	<u>3 597 443</u>	<u>3 597 717</u>		
Dépenses						
Fondation d'éducation des Provinces atlantiques (subvention)	218 749	218 749	222 080	226 610		
Institut Champlain (subvention)	157 500	108 750	157 500	-		
Secrétariat du Conseil	1 215 906	1 266 457	1 225 376	1 193 294		
Service du cadastre et de l'information foncière	-	-	-	20 719		
Commission géomatique des Maritimes	-	-	-	317 370		
Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes	358 287	356 368	363 713	370 295		
Commission des courses attelées des provinces maritimes	491 021	428 608	515 820	441 777		
Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes — Administration	684 460	1 066 206	774 829	686 273		
Institut canadien des océans (subvention)	50 000	50 000	50 000	-		
	<u>3 175 923</u>	<u>3 495 138</u>	<u>3 309 318</u>	<u>3 256 338</u>		
Excédent des recettes sur les dépenses	\$ 135 000	212 148	288 125	341 379		

On peut se procurer une copie des états financiers vérifiés en s'adressant au Secrétariat du Conseil.